

## Discours de Robert Schuman en ouverture de la conférence sur le plan Schuman (Paris, 20 juin 1950)

**Légende:** Le 20 juin 1950, Robert Schuman, ministre français des Affaires étrangères, accueille les délégations des Six au Quai d'Orsay et ouvre solennellement les négociations pour la mise en place d'un pool charbon-acier en Europe.

**Source:** Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne. Fonds AMG. 3/1/2.

**Copyright:** (c) Fondation Jean Monnet pour l'Europe

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/discours\\_de\\_robert\\_schuman\\_en\\_ouverture\\_de\\_la\\_conference\\_sur\\_le\\_plan\\_schuman\\_paris\\_20\\_juin\\_1950-fr-411d38eb-3475-4a98-b0b3-aecce8ca60a7.html](http://www.cvce.eu/obj/discours_de_robert_schuman_en_ouverture_de_la_conference_sur_le_plan_schuman_paris_20_juin_1950-fr-411d38eb-3475-4a98-b0b3-aecce8ca60a7.html)

**Date de dernière mise à jour:** 20/10/2012

## Discours de Monsieur Schuman à l'inauguration de la conférence

Six semaines, jour pour jour, se sont à peine écoulées depuis que, dans cette même salle chargée de souvenirs historiques, le Gouvernement Français a fait connaître son plan. Six semaines, délai bien bref quand il s'agit d'un objet aussi nouveau et aussi vaste que la mise en commun de la production houillère et sidérurgique de nos pays, bien bref quand on songe aux lenteurs habituelles des transactions internationales.

On a reproché à la France cette précipitation ; on a parlé de tactique rapide et brutale : c'est précisément l'expérience qui nous a montré que les meilleures initiatives s'émeussent lorsque, avant de naître, elles s'attardent dans les consultations préalables.

Dans un monde angoissé par tant d'échecs et d'impuissance, je pense que nous avons le droit, le devoir même, de compter sur la force d'une idée, de tirer profit de l'élan que lui donnent l'espoir suscité par elle et l'adhésion instinctive de nos populations.

Nous voici à pied d'œuvre. C'est à vous, Messieurs, que nos six Gouvernements ont confié la tâche de justifier cet espoir. Il s'agit d'exprimer dans des textes souples et clairs, en vue de préparer des engagements précis, les principes qui ont déterminé le choix de nos objectifs et qui constituent les bases de nos délibérations. Il y a accord entre nous sur l'orientation de nos travaux, sur le but que nous voulons atteindre. Nos Gouvernements ont accepté de rechercher en commun, par une libre confrontation des voies et des situations particulières, la meilleure façon d'appliquer les principes que nous avons admis, par la création d'institutions nouvelles, sans précédents dans le monde actuel.

Grande tâche, Messieurs, que la confiance de nos Gouvernements nous a attribués. Nous l'entreprenons avec fierté et conscients de notre responsabilité. Nous sentons qu'il ne nous est pas permis d'échouer, d'abandonner sans conclure. Nos conclusions, d'ailleurs, vous le savez, seront soumises à l'appréciation des Gouvernements et à la décision souveraine de nos Parlements.

Personne d'entre nous ne se dissimule les difficultés exceptionnelles de notre entreprise. Certes, nous disposons les uns et les autres de volumineuses statistiques ; nous mettrons à profit les études impartiales qui ont été antérieurement entreprises sur le plan national, comme par des organismes internationaux. Mais, jamais système semblable à celui que nous préconisons n'a été expérimenté en fait. Jamais les Etats n'ont confié, ni même envisagé, de déléguer en commun une fraction de leur souveraineté à un organisme supranational indépendant.

Nous aurons à établir un projet de traité qui définira, dans leurs grandes lignes, les attributions de cette autorité commune, son fonctionnement, les moyens de recourir contre ses décisions et de mettre en jeu ses responsabilités. Nous aurons à entrevoir, sans les inscrire cependant dans le traité, les détails techniques qui feront l'objet de conventions à conclure ultérieurement, après la ratification du traité. Ces conventions devront être faciles à réviser, pour pouvoir s'adapter aux leçons de l'expérience.

Les conclusions auxquelles nous aboutirons seront le fruit de nos discussions. Vous y apporterez chacun votre part de suggestions et de critique. Nous aurons en commun notre volonté d'aboutir, de faire œuvre constructive, sur la base des principes définis. Nous serons animés d'une hardiesse novatrice qui est trop souvent absente de nos institutions internationales.

Sans perdre de vue les nécessités particulières de nos pays, nous devons être conscients que l'intérêt national consiste de nos jours précisément à trouver au-delà des limites nationales les moyens de réaliser une structure économique plus rationnelle, une production plus économique et plus intensive, un marché plus vaste et mieux accessible. Nos négociations seront mieux et plus que des marchandages étroitement égoïstes qui se refusent à la fois au risque et à la confiance.

Notre initiative n'entend nullement ignorer ni méconnaître les tentatives qui sont faites par ailleurs en vue d'assainir l'économie européenne. Mon collègue, M. STIKKER, y a apporté récemment une contribution importante et féconde, elle se situe sur un autre plan que le nôtre ; il n'y a entre nos deux objectifs ni double

emploi, ni contradiction.

Ce qui caractérise, au surplus, la proposition française, c'est qu'à côté de sa portée économique, susceptible de développements qu'à l'heure actuelle on ne peut que deviner, elle a eu et conserve une valeur politique qui dès la première heure a avant tout autre considération frappé l'opinion dans les divers pays.

Nous voulons substituer aux pratiques anciennes de dumping et de discrimination une coopération éclairée ; c'est essentiel. Mais ce qui importe au moins autant, ce qui dès l'origine s'est inscrit en exergue du Plan, c'est notre volonté d'associer à une commune et permanente œuvre de paix deux nations qui durant des siècles se sont opposées dans des compétitions sanglantes ; c'est la certitude d'extirper ainsi de notre communauté européenne une cause latente de trouble, de méfiance et d'angoisse ; c'est l'espoir d'asseoir sur cette coopération pacificatrice un édifice européen solide, accessible à toutes les nations de bonne volonté.

Nous aurions vivement désiré que l'Angleterre fût présente à nos débats. Nous ne pouvons concevoir l'Europe sans elle. Nous savons, et ceci nous rassure, que le Gouvernement Britannique désire la réussite de nos travaux. Certaines divergences de vues qui l'ont empêché d'y participer activement, au stade actuel du moins, ont apparu au cours d'explications aussi franches qu'amicales. Nous gardons l'espoir que les doutes et les scrupules qu'un raisonnement plutôt doctrinal n'a su vaincre, finiront par céder devant des démonstrations plus concrètes. Le Gouvernement français agira certainement en conformité des préoccupations qui animent tous les gouvernements participants, lorsqu'il tiendra le Gouvernement Britannique informé de l'évolution de nos délibérations et lui assurera ainsi la possibilité sinon de venir se joindre à nous, ce que nous persistons à souhaiter, du moins de nous faire parvenir toutes observations utiles, ce qui préparera la voie à une coopération future.

Quant à nous, nous allons commencer le travail qui nous est ainsi assigné. Nous aurons d'abord à adopter une méthode de travail. Il s'agira d'un travail en équipe, non d'une conférence avec ses règlements méticuleux et rigides. Nous aurons avant tout le souci d'être efficaces ; le brillant de l'éloquence ne nous tentera pas.

Une séance d'information nous permettra demain de fixer nos idées à cet égard. Elles se préciseront au cours de contacts personnels que nous aurons le souci d'établir et de maintenir.

Le fond des problèmes y sera abordé en même temps; on ne peut séparer l'un de l'autre.

Nous mettrons en commun nos idées, nous les confronterons, nous ferons un choix entre elles. Le gouvernement français vous fera connaître les siennes un de ces jours prochains. Le projet de texte qu'il nous soumettra formera une base travail qu'il espère utile et féconde.

Pour aujourd'hui, je me borne à vous souhaiter la bienvenue, au nom de mon Gouvernement, et à former des vœux ardents pour que ne soit pas déçue l'attente des peuples qui placent en vous leur espoir et leur confiance.